



**Coordination des Organisations de la Société
Civile pour la Défense de l'Environnement et
le Développement du Bassin du Fleuve
Sénégal**

**LA SEMAINE MONDIALE DE L'EAU : PARTAGER LES BENEFICES ET LES
RESPONSABILITES DANS LE CONTEXTE TRANSFRONTALIER ET
TRANSBASIN**

STOCKHOLM, SUEDE : 20-26 AOÛT 2006

Villa N° 4024 - Amitié II - Allées Seydou Nourou TALL - BP : 15 246 Dakar - Fann (Sénégal)
Tél. : 221 865 00 30 – Mobile : 221 647 35 21 - Fax : 221 824 60 52 - E mail : ambodj1@yahoo.fr

INTRODUCTION

Faisant suite au Forum Mondial sur l'Eau (FME), qui a eu lieu du 16 au 22 mars 2006 à Mexico, la Semaine Mondiale de l'Eau (SME) s'est déroulée du 20 au 26 août 2006 à Stockholm en Suède. Elle a été organisée sous l'égide du Gouvernement Suédois et de l'Institut International de l'Eau (IIE) de Stockholm.

La Semaine Mondiale de l'Eau (SME) a réuni environ 2000 participants venant de plus d'une centaine de pays à travers le monde : représentants d'agences d'affaires, de gouvernements, d'Organisations Inter-gouvernementales (OIG), d'Organisations Non-gouvernementales (ONG), d'Institutions de Formation et de Recherche, d'Agences spécialisées des Nations Unies, et de plusieurs autres Institutions. Pendant toute la Semaine, ils se sont penchés sur des thèmes aussi riches que variés tels que :

- le renforcement des Capacités par la Formation et la Recherche dans les domaines de la Gestion des Ressources en Eau, de l'Environnement et du Développement ;
- la construction de Partenariats durables et équitables, en vue de contribuer à la mise en œuvre des processus et programmes internationaux sur les Ressources en Eau, de l'Environnement et du Développement ;
- le Partage des Bénéfices et des Responsabilités dans le contexte transfrontalier et transbassin.

I. CONSERVATION, GESTION ET TRANSFORMATION DES RESSOURCES EN EAU DE LA PLANETE

Dans de nombreuses régions, les écosystèmes aquatiques se dégradent et de nombreuses espèces sont menacées. Des polluants sont continuellement déversés directement ou indirectement dans des milieux aquatiques, notamment par les différents types d'agriculture, les industries (raffineries de pétrole, producteurs de plantes pharmaceutiques), ou forme d'eaux résiduelles non épurées rejetées par d'autres secteurs, et ont des effets négatifs sur la quantité et la qualité des ressources en eau disponibles.

La gouvernance a un rôle majeur à jouer car elle peut créer les conditions favorables à un environnement sain et durable ainsi qu'à la croissance économique. Les ressources en eau moyennes à long terme sont utilisées comme indicateur de l'eau disponible pour les populations des bassins. L'utilisation du bassin versant en tant qu'unité de base permet de conduire de façon cohérente l'ensemble des activités de planification et de gestion des ressources en eau.

La mise en valeur de réservoirs peut aider les pays à mieux gérer les événements extrêmes et les catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses. Le volume global des eaux souterraines stockées sous la terre représente 96 % des ressources en eau de la planète.

Les eaux souterraines alimentent les sources et les ruisseaux, soutiennent les zones humides, préservent la stabilité des terres superficielles dans les zones où les sols sont insalubres et agissent globalement en tant que ressource indispensable à la satisfaction de nos besoins en eau.

Bien que les avantages tirés de l'exploitation des eaux souterraines soient significatifs, leur surexploitation peut avoir des effets négatifs, tels que la réduction des apports spécifiques aux sources, le tarissement des cours d'eau et la dégradation de la qualité de l'eau. Ceci peut être représenté sur une cartographie qui illustre la disponibilité potentielle des ressources en eau dans nappes aquifères partagées.

II. L'EAU : UNE RESPONSABILITE PARTAGEE

Les actions au niveau local constituent la toile de fond de la Stratégie Mondiale visant à améliorer la qualité globale des ressources en eau et de l'environnement de la planète. Les enseignements tirés, tant des succès que des échecs, si ils sont partagés équitablement, pourraient nous aider à résoudre les problèmes liés à l'eau et à l'environnement les plus sérieux et urgents.

L'un des principaux objectifs de la Semaine Mondiale de l'Eau (SME) et du Programme Mondial pour l'Evaluation des Ressources en Eau (PMERE) est d'aider les pays à tenir leurs engagements en ce qui concerne les grands défis liés à l'eau. Depuis sa création en 2000, le PMERE a contribué à la préparation de **17 études de cas conduites dans 41 pays**, reproduites en détails à l'adresse suivante « www.unesco.org/water/wwap/index_fr.shtml ».

Cet aperçu des études de cas permet de se faire une idée précise de la diversité et de l'importance des problèmes fondamentaux analysés dans les Rapports internationaux sur la mise en œuvre des ressources en eau.

III. CONSTATS TIRES DES ETUDES DE CAS

Un tiers (1/3) de l'humanité vit dans les pays affectés par des pénuries d'eau, et un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. La crise prend plusieurs formes :

- être obligé de parcourir chaque jour de longues distances pour collecter de l'eau de boisson, pure ou insalubre, ou souffrir d'une malnutrition évitable ou de maladies provoquées par la sécheresse, les inondations ou l'inadéquation des systèmes d'assainissement ;
- elle peut également résulter d'une absence de financements, d'institutions ou de connaissances qui permettraient de résoudre les problèmes locaux d'utilisation et de répartition des ressources en eau.

Le Programme Mondial pour l'Évaluation des Ressources en Eau (PMERE) assure la surveillance de l'état des ressources en eau de la planète tout en tenant compte des besoins socio-économiques et environnementaux et publie ses résultats dans une série de Rapports internationaux sur la mise en valeur des ressources en eau.

Ces Rapports s'articulent autour de **11 grands défis à caractère social, économique, politique et environnemental liés à la crise de l'eau**. Tous doivent aujourd'hui être relevés par la valeur de l'eau afin de promouvoir une gestion durable et équitable des ressources en eau. Nombre de ces défis étant interdépendants, ils requièrent des solutions intégrées et holistiques.

IV. LES 11 DEFIS LIES À LA CRISE DE L'EAU

GOUVERNANCE

La crise de l'eau actuelle est en grande partie un problème de gouvernance. La réponse des pays aux catastrophes naturelles liées à l'eau et aux pénuries d'eau, à la répartition des ressources en eau transfrontalières, à la gestion des ressources en eau nationales et au renforcement des capacités et des connaissances doivent être une responsabilité partagée entre les gouvernements et les organisations de la société civile.

La gestion efficace et équitable des ressources en eau est entravée par de nouveaux facteurs, tels que la fragmentation du secteur, la corruption, la faiblesse des aides et des investissements consacrés au secteur de l'eau, l'inadéquation des institutions et l'absence de participation de toutes les parties prenantes.

Une approche intégrée de la gestion des ressources en eau est considérée comme le meilleur moyen de surmonter ces obstacles.

GESTION DES RISQUES

Au cours du siècle passé, nous avons assisté à une augmentation significative des catastrophes liées à l'eau qui affectent un nombre croissant de personnes, notamment parmi les populations qui vivent dans les pays en développement. En termes de pertes de vies humaines et de moyens de subsistance, les conséquences sont désastreuses et entravent le développement.

L'indice de risque de catastrophe (IRC) utilise la fréquence des dangers et le nombre de personnes affectées pour mesurer la vulnérabilité d'un pays aux inondations. Les indicateurs de risques tels que l'IRC sont indispensables à une gestion raisonnable des processus de préparation aux inondations, sécheresses, tsunamis, ouragans, etc.

INDICE DE STRESS HYDRIQUE RELATIF (ISHR)

L'indice de stress hydrique relatif (ISHR) nous permet de faire la cartographie des populations vivant dans des conditions de stress hydrique important ou relativement faible. Il met en évidence des différences infranationales significatives que les estimations nationales ne font pas toujours apparaître.

Le stress hydrique est particulièrement important lorsque les ressources en eau sont inférieures à la demande en eau. Parallèlement, le stress hydrique est plus faible lorsque les ressources en eau disponibles sont supérieures à la demande.

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Dans les années 1950, la planète comptait 2,5 milliards d'habitants. En 2000, la population mondiale a franchi le seuil des 6 milliards. Sur cette même période, la croissance démographique dans les centres urbains est passée de 29 à 47 %. D'ici 2010, plus de 50 % de la population mondiale vivra dans des agglomérations.

Cette augmentation a de nombreux effets en termes de planification et de gestion des ressources en eau. L'accès aux services d'approvisionnement et d'assainissement a progressé beaucoup plus lentement que la croissance démographique dans la plupart des pays à revenu moyen.

L'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement appropriés dans les zones rurales pourrait améliorer les conditions de vie des centaines de millions de personnes et pourrait contribuer à rendre les régions rurales plus attrayantes.

PARTAGE DES RESSOURCES EN EAU

Les ressources en eau de surface et souterraines ne respectent pas les frontières politiques : un tiers (1/3) des bassins fluviaux sont partagés par plus de deux pays. A travers le monde, il existe 263 bassins fluviaux transfrontaliers dont 59 en Afrique, 61 en Amérique latine et aux Caraïbes, 17 en Amérique du Nord, 52 en Asie, 73 en Europe, et 1 en Océanie.

Entre 1948 et 1999, 1 831 interactions internationales ont été enregistrées, dont 507 événements de type conflictuel, 96 de type neutre ou non significatifs et, surtout, 1 228 mesures de coopération. En dépit de problèmes potentiels que dans les bassins partagés, la coopération avait tendance à l'emporter sur les conflits.

VALEUR DE L'EAU

L'eau a une valeur sociale, culturelle, environnementale et économique. Pour que soient atteints les objectifs de la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE), notamment en matière d'égalité sociale, d'équité de genre, de durabilité de l'environnement et d'efficacité économique, - il est indispensable que chacune de ces valeurs soit prise en considération lors de l'évaluation des différentes politiques et initiatives.

Malheureusement, c'est rarement le cas dans les pays en développement où les populations démunies paient fréquemment plus cher que les usagers aisés pour les mêmes services d'eau dans beaucoup de pays africains et en Colombie, en Inde, au Pakistan, au Sri Lanka, en République démocratique du Laos et au Vietnam par exemple.

Le concept de l'Eau virtuelle reconnaît la valeur de l'eau directement ou indirectement incluse dans les différents produits et services. Ceci a eu une incidence sur les politiques de production et d'échange, notamment dans les régions affectées par un stress hydrique et cherchant à utiliser leurs approvisionnements en eau de façon la plus rationnelle et la plus économique.

RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DES CONNAISSANCES

L'absence de données et de systèmes de base de connaissances valables ainsi que d'accès durable et équitable aux connaissances scientifiques, locales ou autochtones, de partage de ces savoirs est l'un des principaux obstacles à une gestion et à une mise en œuvre raisonnable des ressources en eau. Ceci est particulièrement vérifiable dans les pays en transition.

Néanmoins, nous disposons suffisamment de connaissances et de capacités pour résoudre un grand nombre, voire la plupart des problèmes liés à l'eau les plus urgents, à condition qu'ils soient correctement pris en charge par les responsables politiques.

ALIMENTATION, AGRICULTURE ET MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX

L'agriculture est le premier utilisateur mondial de ressources en eau. L'irrigation absorbe aujourd'hui 70 % des prélèvements effectués par les être humains. A présent, 777 millions de personnes vivent dans des pays en développement n'ont pas accès à suffisamment d'aliments pour mener une vie saine et productive.

Environ 13 % de la population mondiale demeurent sous-alimentés et la plupart de ces personnes vivent dans des régions rurales de pays en développement qui seront probablement à l'origine du plus grand nombre de poussées démographiques.

Alors que des progrès ont été réalisés en matière de lutte contre la faim, de prélèvements d'eau à des fins agricoles devraient être plus efficaces afin de satisfaire aux besoins en produits alimentaires de la planète.

SANTE

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau saine ou potable. En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le monde s'est engagé à réduire ce nombre de moitié. A ce jour, les résultats sont meilleurs que ceux concernant la réalisation de l'objectif relatif à l'assainissement.

Alors qu'un grand nombre de pays du monde pourrait atteindre l'Objectif du Millénaire pour le Développement relatif à l'eau potable, l'Afrique sub-saharienne est encore très loin du but.

Pour réduire de moitié la proportion des personnes qui ne bénéficient pas d'un système d'assainissement approprié, le taux de couverture mondial devrait passer de 49 % en 1990 à 75 % en 2015. Malheureusement, si la tendance enregistrée pour la période 1990-2002 reste inchangée, la communauté internationale manquera l'objectif relatif à l'assainissement de plus de 500 000 personnes.

En d'autres termes, près de 2,4 milliards de personnes n'auront pas accès en 2015 à un système d'assainissement amélioré, c'est-à-dire à peu près autant de personnes qu'aujourd'hui.

INDUSTRIE

Dans de nombreux bassins versants, il existe une concurrence accrue entre les demandes d'eau provenant des différents secteurs utilisateurs lorsque l'on compare les prélèvements d'eau du secteur industriel par rapport à ceux des autres secteurs, - il est évident que globalement l'industrie n'utilise qu'une fraction de la quantité d'eau utilisée par l'agriculture.

Cependant, en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique, les prélèvements d'eau du secteur industriel ont progressé et représentent aujourd'hui une part significative du total des utilisations, en rapport étroit avec l'importance de ce secteur pour les économies de ces pays.

En Afrique sub-saharienne, bien que l'ensemble des prélèvements soit faible, l'eau utilisée par l'industrie représente une part plus importante du total car la majorité des exploitations agricoles de la région privilégie l'eau de pluie au détriment de l'irrigation.

ENERGIE

Aujourd'hui, nous produisons la grande majorité de notre énergie à partir de ressources non renouvelables telles que le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Si la tendance actuelle reste inchangée, les besoins énergétiques mondiaux seront en 2030 supérieurs de pratiquement 60 % à ce qu'ils étaient en 2004.

Les combustibles fossiles continueront à être la principale source d'énergie en dépit du fait qu'ils sont une source limitée et non renouvelable.

L'énergie hydro-électrique est l'une des options les plus propres pour produire de l'électricité à usages multiples. A présent, selon certaines estimations ; l'énergie hydro-électrique représente 19 % de la production électrique totale. Le Canada est désormais le premier producteur mondial d'énergie hydro-électrique, devant les Etats-Unis d'Amérique et le Brésil.

L'énergie hydro-électrique restera une source importante d'énergie dans les prochaines années, car les deux tiers (2/3) de son potentiel ne sont pas encore utilisés ou sont sous-développés, notamment en Amérique latine, en Afrique centrale, en Inde et en Chine.

Néanmoins, il est important que les travaux d'hydraulique soient mis en œuvre conformément aux principes de base du développement durable.

V. CONCLUSIONS DE LA SEMAINE MONDIALE DE L'EAU

PANEL DE SYNTHÈSE : BILAN DE LA SEMAINE MONDIALE DE STOCKHOLM (AOÛT 2006)

- Une courte présentation des questions.
- Bref résumé des résultats des Ateliers de la Semaine.
- Débat.

1. Trois points focaux pour la Semaine Mondiale de l'Eau 2006

- Partage des bénéfices et des responsabilités dans le contexte transfrontalier et transbassin.
- Fourniture en eau au monde dans un contexte concurrentiel.
- Gestion des événements difficiles et calamités naturelles.
- Et bien plus...

2. Centrer le débat

Ateliers

- Buts et perspectives : ateliers et séminaires.
- Approche de chaque atelier.
- Principales présentations de la Session plénière d'ouverture.

3. Partage des bénéfices et des responsabilités dans le contexte transfrontalier et transbassin

- Pendant que les efforts sont consentis à un premier niveau par le gouvernement pour faire face à des pénuries d'eau, ceux-ci devraient continuer à être consolidés à travers d'autres initiatives, ce qui représente un besoin pour lequel celles-ci ont un rôle important à jouer.
- Une démarche plus compréhensible où les acteurs à l'échelle du transbassin sont mobilisés de par les initiatives prises à un second niveau pour faire face aux pénuries d'eau en termes de renforcement des capacités, de dialogue et de dissémination de l'information.
- Les initiatives régionales telles que l'Éthique (Euphrates-Tigris-Initiative pour la Coopération) constituent une opportunité viable de coopération accrue ;
- Des efforts en synergie au sein et entre la société civile, le secteur public et la communauté des chercheurs, etc., sont à encourager.
- Il est nécessaire de revoir les mécanismes de financement existants pour tous les pays concernés par le contexte de transbassin et d'en proposer de nouveaux.

4. La loi internationale détermine les relations transfrontalières

- La loi internationale coutumière sur l'eau est sans force.
- L'hégémonie peut être la base des relations riveraines stables qui peuvent à leur tour être la base des rapports conformes à la morale équitable centrés sur la légalité dans le contexte des cours d'eau transfrontaliers.
- L'hégémonie dirigeante peut nous mener au-delà de la tendance à déguiser le conflit en coopération.

5. 88% des cours d'eau du monde affectés par l'activité humaine

- Capacité réduite de fonctionnement dans l'écosystème.
- Les barrages, les canaux et la désintégration rapide du fleuve Mékong/Salween affectent la sécurité alimentaire des communautés et leur indépendance économique.
- Devoir reconnaître la pluviométrie comme une ressource de base en eau et évaluer correctement les avantages économiques des marécages.
- La volonté et la confiance politiques sont des éléments-clés dans la création d'un environnement adéquat pour le développement d'OKACOM et ses activités connexes, et pour un processus durable, la solution est de sécuriser le financement.

6. L'accessibilité et les questions politiques relatives à l'information concernant le bassin d'Okavango sont problématiques

- Une nouvelle base de données est nécessaire ; sélection des données nécessaires. Quelles données ont déjà été collectées ? Qui les contrôle ?
- Etablir des relations de confiance entre les acteurs est absolument essentiel.
- Le renforcement des structures institutionnelles existantes ; la participation et l'appropriation effectives par les acteurs, avec des responsabilités clairement définies à tous les niveaux, sont nécessaires.

7. La rareté de l'eau est un des défis collectifs les plus importants dont les communautés ont besoin pour faire face aux défis de la crise de l'eau au cours du XXI e siècle

- L'action est vitale, surtout au niveau local, national et transfrontalier, tout en reconnaissant et en profitant des pratiques et du savoir local.
- Il est essentiel que les pays fassent des compromis effectifs entre des options de réforme interdépendantes et complexes de la gestion des ressources en eau.
- Un appui coordonné aux pays est attendu des agences et des programmes des Nations Unies.
- Les efforts actuels des agences onusiennes de coordonner leur action à travers l'Initiative Eau des Nations Unies sont reconnus et encouragés.
- L'Initiative Eau des Nations Unies, en particulier, devrait évoluer vers un médium pour une communication meilleure et régulière sur les défis relatifs à la crise de l'eau.
- « Faire face à la rareté de l'eau » a été le thème choisi par l'Initiative Eau des Nations Unies pour la Journée Mondiale de l'Eau de 2007.

8. Le « Message de Stockholm concernant l'eau souterraine transfrontalière en Afrique » a le soutien de la Conférence des Ministres chargés de l'Eau en Afrique (AMCOW), des organisateurs et participants à la Semaine Mondiale de l'Eau

- La coopération en matière d'eau souterraine transfrontalière devrait être discutée et mise en œuvre par les organismes de bassin existants.

- La conscientisation, l'amélioration de la connaissance de base et le renforcement des capacités sont des outils non négligeables pour identifier et partager les acquis dans le contexte des nappes phréatiques transfrontalières.

9. Le concept de « Partage des bénéfices » a été accepté et un certain nombre d'outils d'exploration et de d'approfondissement du concept dans chaque bassin transfrontalier spécifique du monde a été exploré

- Les instruments de trois catégories différentes ont été définis : analytique, institutionnelle et consolidation des acquis réels sur le terrain pour faire avancer le processus de coopération transfrontalière.
- Des principes et valeurs communs sont les préalables à un partage réussi de bénéfices et de responsabilités qui devrait inclure les secteurs-clés, les acteurs et les institutions formelles et informelles.

10. Approvisionnement en eau au monde dans un contexte de compétition

- En Afrique au Sud du Sahara, une vaste potentialité de production d'eau pour l'élevage peut fournir aux pauvres fermiers de nombreux avantages tels que la nourriture, des revenus monétaires, des engrais et l'énergie animale.
- Le commerce mondial facilite les systèmes de production intensive de viande et de poisson, mais l'on ignore leurs impacts sur les écosystèmes et les ressources en eau dans les pays exportateurs d'aliments pour le bétail et les enfants.
- La réduction de l'obésité peut être une approche alternative pour atteindre les demandes en eau évaluées pour la production et la sécurité alimentaire mondiale.

11. Plusieurs cas ont été présentés qui émaillent clairement la possibilité d'avoir une synergie entre la production durable de nourriture et les avantages de l'écosystème

- Le besoin d'avoir des technologies adaptées, qui incorporent le savoir local, est accepté par les autres parties intéressées à différents niveaux et qui peuvent remplir plusieurs fonctions dans l'écosystème.
- Il est nécessaire d'intégrer la recherche scientifique à la planification par la mise application de saines instances de coopération, avec des efforts particuliers de responsabiliser les communautés locales dans les instances de décisions.

12. Adopter une approche globale quant à la gestion des ressources en eau destinées à l'agriculture en mettant en avant les petits exploitants et les systèmes de taille moyenne où peu d'eau peut faire la différence

- Fourniture de services écologiques (par exemple les rivières).
- Les pratiques managériales ont besoin de reconnaître ces services écologiques multiples, en particulier ceux qui sont culturels.
- Le changement des mentalités et des comportements dans la manière de gérer l'eau et l'apprentissage collectif à le faire de manière intégrée, requièrent des

choix difficiles à faire, des compromis quand c'est nécessaire pour multiplier les succès.

13. Débat dans les coulisses

- Ne pas surestimer les ressources en eau de la planète.
- Les populations démunies sont les plus vulnérables à la corruption.
- L'implication des journalistes en tant qu'observateurs impatients et agents du changement.
- La rareté n'est pas seulement un problème, mais aussi elle peut être un vecteur de développement.
- La séparation de l'eau des problèmes de sécurité.
- L'eau ne coule pas de manière gravitationnelle, mais vers l'argent.
- Qu'avez-vous fait pour moi (Eau, lacs) ? – est un événement parlant !

14. Situations extrêmes et désastres naturels

- L'évaluation des ressources en eau et le hasard sont nécessaires pour fournir des données et une information fiable comme base d'une planification stratégique.
- Une coopération multidimensionnelle et harmonisée pour une gestion holistique et efficace des ressources en eau est nécessaire, afin de diminuer l'impact des inondations et des sécheresses.
- Il y a un besoin élevé de partage effectif d'expériences qui traitent l'information soigneusement, fournissant ainsi aux parties prenantes des liens adéquats.
- La gestion intégrée du bassin du lac (GIBL) est plus qu'une gestion intégrée des ressources en eau. Elle exige une approche comparable à celle d'un écosystème ou d'un environnement et elle intègre les questions environnementales, socio-économiques et culturelles de tout le bassin.

15. Les partenariats : lacs-gouvernements locaux et les piliers fondamentaux de GIBL

- Une administration responsable des lacs et la participation des parties prenantes sont des exigences essentielles à la gestion intégrée des lacs
- La conscientisation joue un rôle prépondérant ; cependant, il est aussi important que chaque partie prenante (société, gouvernement, etc.) comprenne la responsabilité individuelle et collective, afin de suivre les bonnes stratégies à adopter en matière de risques dus au climat et à l'eau.

16. La société a besoin d'être éduquée et informée sur les risques futurs à court, moyen et long termes relatifs aux changements climatiques, afin d'exercer la pression idéale sur les politiciens

- En plus, il est nécessaire d'aider les populations à comprendre les liens, par exemple, entre les mesures à prendre en amont et en aval.
- Les objectifs devraient être à long terme plutôt qu'à court terme.
- Quelques stratégies d'adaptation ont déjà démarré, cependant il faut encore faire plus.

- Les investissements dans les stratégies (par exemple, la protection de l'écosystème) doivent créer plus de bénéfices locaux.

17. La gestion des risques doit privilégier les approches alternatives et non structurelles (prévention des risques, résistance, mobilisation)

- 93% des maladies dues aux intoxications se produisent dans les zones urbaines.
- Les systèmes de prévision météorologiques sont essentiels à la protection des vies.
- Les cas d'urgence requièrent une planification efficace, une réaction immédiate et une sensibilité culturelle (par exemple, l'hygiène et la sécurité des femmes et des enfants).

18. Les points de bonification

- La corruption empire la crise mondiale de l'eau et les faits suggèrent que les coûts soient équitablement endossés par les pauvres et l'environnement.
- La Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm était une plate forme de lacement de WIN-WATER INTEGRATED NETWORK pour promouvoir l'intégrité de l'eau, un Réseau ouvert, inclusif et mondial pour promouvoir la transparence dans le secteur de l'eau.
- La corruption est mal étudiée, mais est une redite suffisamment vécue, et dans certains cas, endémique.
- Plus de diagnostics et de précisions sont nécessaires à la recherche de solutions efficaces pour les pauvres en particulier.
- La réglementation, quant à elle, est inadéquate et souffre d'application et d'engagement politique.
- Il est essentiel d'inclure toutes les parties prenantes (le secteur d'aide au développement, les gouvernements nationaux et locaux, les opérateurs du secteur privé, les citoyens en tant que consommateurs et électeurs).

19. Les subventions sont les instruments économiques les plus fréquemment utilisés dans le secteur de l'eau

- Alors que les subventions ont produit différents avantages sociaux, les effets secondaires tels l'utilisation inappropriée de l'eau et la réduction des ressources, sont devenues un problème de taille.
- Le concept d'instruments économiques est devenu de plus en plus diversifié et sophistiqué, et l'expérience s'accroît rapidement.
- Encourager les prestataires de services et les utilisateurs d'eau à développer l'approvisionnement en eau et à gérer efficacement la consommation ; c'est là le centre d'application des instruments économiques dans la gestion de l'eau.
- Parallèlement à l'émergence de nouveaux types d'instruments économiques, il y a aussi le développement d'un certain nombre d'outils académiques, d'approches pour l'analyse des résultats des politiques économiques telles que l'analyse coûts-bénéfices avec pluralité de parties prenantes, les modèles hydro-économiques et autres.

- Une préoccupation spéciale doit être accordée aux différents défis sociaux dans l'introduction d'instruments économiques en milieu traditionnel où l'eau est considérée comme une chose publique. Dans un tel contexte, l'introduction d'une tarification monétaire est un concept fragile et controversé.
- D'autre part, le développement de mécanismes financiers tels le micro-crédit, le système d'assurance, etc., a plus de possibilités de réussite.
- L'application des instruments économiques telle qu'il a été démontré est institutionnellement très difficile et politiquement problématique, excessive dans plusieurs cas.
- En conséquence, le débat sur les instruments économiques, en dehors de ces réalités, est inappropriée (cf. GIRE).

20. La gestion internationale des ressources en eau n'est pas une fin en soi. Elle est importante e tant que partie du processus et doit être considérée comme une étape vers l'application

- Le Plan de Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) a besoin de rester concentré et de s'occuper des questions prioritaires pour se mettre rapidement en mouvement.
- Le Plan de Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) a aussi besoin d'être réaliste et de prendre en compte les capacités locales, car tout n'est pas ressources financières.
- Il n'y a pas de Plan pour une mobilisation réussie de ressources financières en ce qui concerne la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE).
- La structure des mécanismes de financement requiert un ensemble de « critères de réussite » centrés sur les différentes conditions (sociale, économique, culturelle et physique de chaque pays, y comprise une législation forte, pragmatique et flexible : par exemple, des taxes pré-établies sur la pollution, le droit d'utilisation, une gestion décentralisée et différents niveaux d'autonomie politique).
- La prise en compte des questions d'eau spécifiques à certains pays (par exemple, le contrôle des inondations au Japon et aux Pays-Bas, l'importance de l'autorité municipale en France) est nécessaire.

21. Les systèmes de soutien aux décisions (SSD) doivent être fondés sur la participation de tous les acteurs et s'appuyer sur le renforcement des capacités, la transparence, la collecte de l'information fiable, une base de données pertinentes et quantifiables.

- Utiliser les systèmes de soutien aux décisions pour appliquer le Plan de Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) requiert l'application de la loi à tous les échelons du gouvernement.
- Quand les communautés de la recherche et des acteurs parviennent à intégrer l'évaluation des besoins et convertissent ceux en Plan de Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE), la probabilité d'une application réussie augmente.
- Un engagement à long terme dans le cadre du renforcement des capacités devrait être partie intégrante de la recherche en matière de Gestion intégrée

des Ressources en Eau (GIRE), en particulier la culture systématique de la pensée intégrationniste.

- Le manque de conscientisation est une sérieuse contrainte et la communauté des chercheurs a un rôle important à jouer pour une communication appropriée sur les questions relatives à la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et une meilleure gestion de la connaissance.

22. La responsabilité pour une prédominance de l'approche Genre

- Des indicateurs de productivité, des évaluations et un budget significatif et sensible au Genre sont exigés.
- La libre pensée, c'est-à-dire l'utilisation de l'égalité et de l'équité de genre et le souci de l'eau par rapport aux autres questions cruciales de société et diversification sont indispensables.
- Il faut rendre les partenaires efficaces par le renforcement de leurs capacités, les alliances stratégiques et inclusives, l'interconnexion des réseaux et la recherche des avantages mutuels.

23. La Semaine Mondiale de l'Eau de Stockholm a confirmé l'utilité de l'approche du bassin hydrographique comme démontrée par le modèle de la Mer Baltique

- La flexibilité devra être partie intégrante du mécanisme des nouveaux systèmes pour s'accommoder aux futurs changements.
- Il existe de nouveaux défis et problèmes, mais aussi nouvelles approches techniques et conceptuelles.
- L'industrie suédoise peut exporter de l'expérience, de l'assistance technique, des solutions techniques convenables aux conditions locales.
- Il est important de gérer des solutions techniques et financières convenables à petite échelle pour les petites et moyennes agglomérations et pour les investisseurs locaux.
- L'intégration de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène par la collecte des ordures, de l'énergie, etc., dans la planification urbaine est nécessaire.
- Il est important de renforcer les capacités des ressources humaines et la participation des communautés locales aboutissant ainsi à l'inclusion, l'interaction et la coopération dans la planification stratégique, l'administration, le financement, la propriété et la gestion des opérations.

24. Les partenariats réussis dans le secteur de l'hygiène ont une base solide avec une structure dynamique capable de bénéficier d'un vaste réseau de partenaires qui peuvent être mobilisés pour des actions spécifiques (plaidoyer par exemple) à différents moments

- Une structure globale peut appuyer la réponse des partenaires nationaux ou locaux, mais elle ne devrait pas prescrire et devrait permettre une marge de liberté dans la désignation des adaptations locales.
- Combien de fois l'argent détruit des initiatives de partenariats ?
- Les politiques et les actions d'une compagnie devraient transcender les limites de la responsabilité pour trouver des opportunités d'appui à l'approvisionnement en eau de la communauté et à l'hygiène.

- Les grandes compagnies qui s'installent dans une région devraient ouvrir le dialogue avec les petites compagnies et leur donner le savoir.
- Le secteur privé peut contribuer positivement et a besoin d'être invité à participer aux démarches d'adhésion.

25. Une plus grande attention devrait être accordée à l'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités au niveau local et assurer la pertinence et la pérennité des actions

- Pour maximiser l'efficacité et l'impact, les activités de renforcement des capacités doivent être dirigées soigneusement de manière à atteindre les cibles qu'il faut aux endroits qu'il faut, y compris le niveau local décentralisé.
- Un accès amélioré à la connaissance existante à travers les partenariats, une meilleure gestion du savoir seront d'un grand apport au renforcement des capacités en matière de gestion d'eau, d'assainissement et d'hygiène.
- Une évaluation de l'impact du renforcement des capacités est nécessaire pour justifier l'investissement sur ce types d'activités.

26. Les questions d'environnement sont « difficiles à vendre »

- Aujourd'hui, les médias publics et privés semblent plus se soucier des élections de « Miss», de « sexualité » et de tourisme vendre plus d'exemplaires au détriment des questions environnementales.
- La culture médiatique moderne est un problème pour les journalistes de l'environnement et le journalisme en général.
- Les limites du temps atténuent aussi la compréhension de relation sophistiquées comme le lien entre les activités minières des compagnies multinationales et l'augmentation du paludisme au Ghana, par exemple.
- La culture scientifique diffère beaucoup de la culture des médias. Et puisque les questions environnementales sont très complexes, et donc pas faciles à communiquer, - elles ont des difficultés d'atteindre le public en général.
- Sans la culture scientifique, il est rare d'avoir une réponse finale, et c'est exactement ce que veulent les médias.

Merci de votre aimable attention.